

UE : les incertitudes de la présidence bulgare

Critiqué face à l'ampleur de la corruption, le gouvernement veut donner des gages à ses partenaires européens

SOFIA · envoyée spéciale

Faut-il s'inquiéter de voir la Bulgarie hériter durant les six prochains mois de la présidence tournante de l'Union européenne, alors que ce pays souffre d'une corruption endémique, et surtout parce qu'il est gouverné par une coalition entre les conservateurs et l'extrême droite? Cet attelage ne risque-t-il pas d'avoir une influence néfaste sur une Union déjà fragilisée par les remises en cause de ses valeurs démocratiques, alors que la Pologne est sous le coup d'une procédure européenne pour violation de l'Etat de droit?

L'année 2018 s'annonce risquée de ce point de vue pour Bruxelles, d'autant que c'est l'Autriche, elle aussi en partie gouvernée par l'extrême droite, qui prendra le relais de Sofia au second semestre. Inaugurant la présidence de l'UE à Sofia, jeudi 11 janvier, le premier ministre conservateur, Boiko Borissov, a multiplié les déclarations de foi pro-européennes. «*L'UE est le meilleur endroit au monde où vivre, j'ai un très grand respect pour ses institutions*», a affirmé cet ex-garde du corps réputé pour son pragmatisme.

« Haut profil européen »

Fin 2017, son gouvernement s'est empressé, comme le recommandait la Commission, de présenter une nouvelle réforme de lutte contre la corruption. Elle est critiquée par l'opposition, et le président, Roumen Radev, y a mis son veto, mais il a été rejeté vendredi 12 janvier par le Parlement bulgare. A la

tête de son troisième gouvernement depuis 2009, le dernier en date étant fragilisé par la présence de trois petits partis d'extrême droite très divergents, M. Borissov a par ailleurs officiellement réclamé l'adhésion à l'euro de la Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union. Elle serait prête, à l'en croire, avec un déficit public nul et

une dette publique inférieure à 30% du PIB.

Présider l'UE consiste surtout à faciliter la formation de compromis entre Etats, et la Bulgarie, membre depuis seulement onze ans, dit vouloir respecter la neutralité que ce rôle implique. Mais manifestement, en évitant un zèle excessif à l'égard de Varsovie. La Pologne «*est un très, très grand pays et j'espère qu'elle va parvenir à une meilleure relation avec la Commission*», a souligné M. Borissov jeudi.

Celle-ci a activé, fin 2017, l'article 7 du traité de l'UE contre la Pologne, pouvant aller jusqu'à la privation de ses droits à Bruxelles. «*Nous devons maintenant écouter la position polonaise et ferons le point lors d'un conseil des ministres fin février. D'ici là, espérons que la Pologne négociera avec la Commission pour éviter que les Etats aient à voter [pour la poursuite de la procédure]*», précise Ekaterina Zaharieva, la ministre bulgare des affaires étrangères.

Sur la migration, Sofia se rapproche des positions intransigeantes du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie). Les quotas de réfugiés que

Bruxelles espère enfin faire admettre aux pays de l'Est? «*On ne peut pas forcer des pays à les appliquer. Ils ne sont pas une solution pour réformer le droit d'asile*», estime encore M^{me} Zaharieva.

«*Cette présidence ne m'inquiète pas, les Bulgares l'ont bien préparée, leur désir d'adhésion à l'euro devrait les conduire à afficher un haut profil européen*», considère pourtant Pierre Moscovici, commissaire à l'économie et à la fiscalité, exprimant un sentiment assez partagé à Bruxelles, où on veut croire que, comme pour la Slovaquie en 2016, présider l'Union aura un effet vertueux. Le premier ministre slovaque, Robert Fico, avait

Le premier ministre bulgare a réclamé l'adhésion de son pays à l'euro et à l'espace Schengen

inauguré sa présidence par des diatribes contre la Commission, puis avait baissé d'un ton, préférant souligner son attachement à l'eurozone.

«*Au pouvoir, les nationaux-populistes bulgares ont profondément changé : ils ne tiennent plus de slogans contre les Roms, ils sont plus disciplinés, lutter contre la corruption est devenu leur nouveau slogan*», assure Antoniy Galabov, professeur de sciences politiques à la Nouvelle université bulgare. «*Et*

ils ne sont pas ouvertement anti-européens», ajoute l'ex-ministre bulgare des affaires étrangères, le socialiste Ivailo Kalfin.

Si la Bulgarie ne contribuera peut-être pas à aggraver la crise des valeurs dans l'Union, les priorités du pays restent très éloignées de celles des Etats fondateurs. Sofia compte décrocher enfin son adhésion à l'espace Schengen. «*Nous la méritons*», a martelé M. Borissov, soulignant la capacité du pays à protéger sa frontière terrestre avec la Turquie. Mais la France ou les Pays-Bas y sont peu favorables, même si la Commission défend Sofia : «*Je trouve peu digne de certains membres de refuser l'espace Schengen à la Bulgarie*», a estimé M. Juncker, le président de la Commission, à Sofia.

M. Borissov veut aussi relancer l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, estimant qu'ils ont vocation à rejoindre le club, à commencer par la Serbie et le Monténégro, déjà officiellement candidats. Encore un sujet de friction potentielle avec Bruxelles ou Paris. Sans compter la bataille à venir pour définir les budgets de l'Union post-Brexit. Comme d'autres pays de l'Est, Sofia, qui dépend beaucoup des fonds de cohésion, redoute que les gros contributeurs nets au budget, la France et l'Allemagne, réduisent leurs versements, contraints par la disparition du «*chèque*» britannique. «*Je ferai de mon mieux pour qu'il n'y ait pas de réduction drastique de la politique de cohésion. Sinon, nous nous sentirions sanctionnés*», prévient M. Borissov. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

A l'Elysée, Macron ménage le chancelier autrichien Kurz

TOUT OPPOSE EN PRINCIPLE Emmanuel Macron au chancelier autrichien, Sebastian Kurz. Le premier a battu Marine Le Pen pour accéder à l'Elysée. Le second vient au contraire de prendre le pouvoir à Vienne grâce à une alliance avec l'extrême droite. Lors d'une rencontre au palais de l'Elysée, vendredi 12 janvier, les deux dirigeants ont cependant cherché à minimiser leurs différences.

M. Macron s'est bien gardé de faire la leçon au chef du gouvernement autrichien, même s'il a d'abord remarqué que son gouvernement né d'une alliance avec le FPÖ «*a suscité l'inquiétude*» lors de sa constitution.

Il a remercié son interlocuteur d'avoir choisi Paris, avant Berlin la semaine prochaine, pour sa première visite bilatérale depuis son entrée en fonctions. Il a salué son «*volontarisme*» et ses points de convergence avec lui, au nom d'une «*Europe*

qui protège». Très à l'aise, M. Kurz a tutoyé M. Macron. Il a surtout demandé à «*être jugé sur son programme et sur ses actes*», en répétant son intention de mener une politique «*proeuropéenne*», en dépit de l'euro-scepticisme de son partenaire de coalition, allié au Front national.

Divergences

M. Macron ménage d'autant plus son interlocuteur autrichien que son pays s'apprête au second semestre, après la Bulgarie, à occuper la présidence tournante de l'UE. La mise en place d'un gouvernement allemand permettra enfin, espère-t-il, de donner du corps à la relance continentale qu'il appelle de ses vœux, tout en poursuivant de délicates négociations sur le Brexit, le budget communautaire, ou les questions migratoires. Or, si l'Autriche choisit de jouer le jeu des pays d'Europe

centrale, la tâche sera plus compliquée pour le tandem constitué par la France et

l'Allemagne.

Au-delà des formules diplomatiques, les divergences sont pourtant perceptibles. Quand le chef de l'Etat plaide pour «*davantage d'Europe*», le chancelier s'en remet à la subsidiarité, chère à son parti et à son allié d'extrême droite, qui veulent limiter les transferts de pouvoirs vers Bruxelles. «*C'est le meilleur moyen pour être efficace*», estime le dirigeant conservateur.

S'il met en avant la souveraineté de chaque pays pour ne pas commenter les affaires intérieures autrichiennes, M. Macron précise aussi qu'il «*déplore l'extrême droite partout*», et la combat en France. «*Mais, si*

elle est là, c'est que nous avons échoué à répondre aux angoisses dont elle se nourrit», lance-t-il en guise d'avertissement. ■

PHILIPPE RICARD